



OCHA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

TABLEAU DE BORD HUMANITAIRE

Période de rapportage : mars 2025

PERSONNES
DANS LE BESOIN



21,2M

PERSONNES¹
CIBLÉES



11M

PERSONNES²
ATTEINTES



3,5M

PERSONNES³
COUVERTES



0,8M

FONDS
REQUIS



2,54Md

FONDS⁴
REÇUS



222M

PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



1,4M



1,4M



2,1M

J A M J J A S O N D

¹- Total des cibles les plus élevées fixées par l'un des clusters au niveau des zones de santé.

²- Personnes ayant reçu une assistance au moins une fois au cours de la période, estimées en utilisant le chiffre le plus élevé parmi les 122 indicateurs disponibles au niveau de la zone de santé.

³- Personnes ayant reçu une assistance en cash à usage multiple et/ou une assistance multisectorielle dans au moins la moitié des clusters. L'estimation

est basée sur la plus petite valeur rapportée et n'est appliquée que si au moins la moitié des clusters ciblant la zone de santé ont fourni des données.

⁴- Financement rapporté sur FTS au 31 mars 2025. Cependant, certains financements reçus peuvent ne pas encore avoir été rapportés. De plus, certains financements rapportés en 2024 sont utilisés pour poursuivre la réponse au cours des premiers mois de 2025.

PERSONNES ATTEINTES PAR SECTEUR*

	PERSONNES CIBLÉES	PERSONNES ATTEINTES	% ATTEINT	FONDS REQUIS (millions \$)	FONDS REÇUS
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7,3M	1,8M	24,4%	1 114,8	35,0
ABRIS -AME (ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS)	1,8M	281,5k	15,7%	133,4	12,7
SANTÉ	6,4M	1,0M	16,1%	200,2	17,9
ÉDUCATION	657k	40,0k	6,1%	66,0	2,8
NUTRITION	2,9M	399,0k	13,6%	275,2	8,0
EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	4,9M	887,0k	17,9%	148,9	11,6
CCCM (COORDINATION ET GESTION DES CAMPS)	964k	205,6k	21,3%	37,1	0,5
PROTECTION	2,7M	586,5k	21,6%	177,4	26,9**
PROTECTION GÉNÉRALE	2,1M	62,4k	2,9%	42,4	10,3
PROTECTION DE L'ENFANT	1,9M	125,3k	6,6%	73,9	8,6
VBG (VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE)	1,1M	298,0k	27,1%	45,0	8,0
LUTTE ANTI-MINES	1,2M	139,0k	11,2%	3,5	0,0
LOGEMENT, TERRE ET PROPRIÉTÉ	707k	12,1k	1,7%	12,5	0,0
LOGISTIQUE	40k	6,2k	15,5%	48,8	2,2
RÉFUGIÉS	572k	-	-	195,0	9,2
TRANSFERTS MONÉTAIRES	2,2M	234,3k	10,9%	94,2	44,0

* personnes atteintes depuis janvier 2025

** Données non disponibles

** Certaines contributions couvrent plusieurs domaines de responsabilité (AoR)

PERSONNES ATTEINTES PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE

OBJECTIF STRATÉGIQUE OS1 : SAUVER DES VIES ET ALLÉGER LES SOUFFRANCES DES PERSONNES TOUCHÉES PAR DES CHOCS RÉCURRENTS LIÉS NOTAMMENT AUX CONFLITS, AUX CATASTROPHES NATURELLES ET ÉPIDÉMIES, À TRAVERS UNE ASSISTANCE MULTISECTORIELLE SÛRE, ÉQUITABLE, INCLUSIVE ET FONDÉE SUR LES PRINCIPES HUMANITAIRES.

10M 33,1% 3,31M
PERS CIBLÉES PERS ATTEINTES

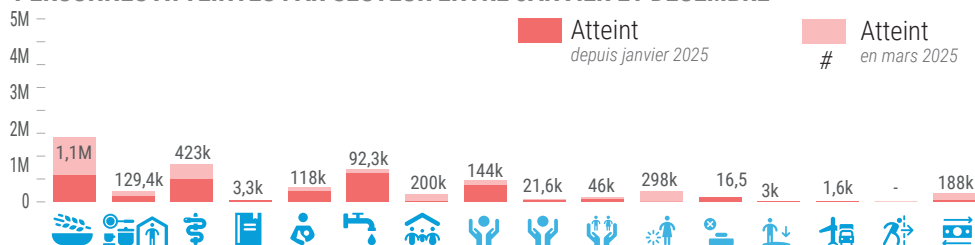
OBJECTIF STRATÉGIQUE OS2 : AMÉLIORER L'ACCÈS SÛR, ÉQUITABLE ET DIGNE AUX SERVICES DE BASE DE QUALITÉ DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LES CHOCS RÉCURRENTS, SELON LES DROITS FONDAMENTAUX ET LES STANDARDS, AFIN D'ÉVITER UNE ÉROSION ACCRUE DE LEURS CAPACITÉS D'ADAPTATION.

4,7M 22,5% 1,06M
PERS CIBLÉES PERS ATTEINTES

PERSONNES ATTEINTES PAR PROVINCE, SEXE ET AGE

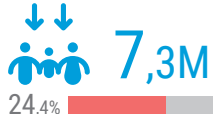
Province	PERSONNES CIBLÉES	PERSONNES ATTEINTES	PERSONNES CIBLÉES	PERSONNES ATTEINTES
Nord-Kivu	3,4M	38%	1,3M	
Sud-Kivu	1,7M	22%	374k	
Ituri	1,4M	54%	772k	
Tanganyika	1,1M	33%	364k	
Kwilu	427k	5%	23k	
Mai-Ndombé	209k	11%	22k	
Kwango	172k	16%	28k	
Autres provinces	2,6M	32%	1,9M	
Femmes	5,6M	50%	1,90M	
Hommes	4,4M	50%	1,59M	
Enfants (<18 ans)	6,0M	57%	2,01M	
Adultes (18-59 ans)	4,5M	35%	1,25M	
Personnes âgées (>59 ans)	418k	7%	233k	

PERSONNES ATTEINTES PAR SECTEUR ENTRE JANVIER ET DECEMBRE



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

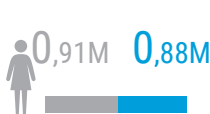
PERSONNES CIBLÉES



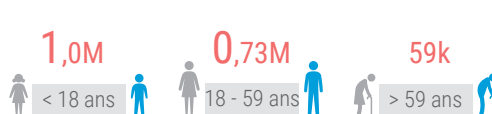
PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes en phase d'urgence (phase 3 de l'échelle IPC) ayant reçu une assistance en vivre	3,7M	1,0M	27,8%
# de personnes en phase d'urgence (phase 3 de l'échelle IPC) ayant reçu une assistance en Cash	3,7M	601k	16,4%

INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes/ménages en phase de crise alimentaire (phase 3 de l'échelle IPC) ayant bénéficié d'un appui à la production agricole	1,8M	168k	9,2%
# de personnes/ménages en phase de crise alimentaire (phase 3 de l'échelle IPC) ayant bénéficié d'un appui à la réconstitution des moyens de subsistances	1,8M	126k	6,9%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Malgré des affrontements continus entre les FARDC, les GANE et le M23, la complexité de l'accès et les contraintes opérationnelles, les partenaires du Cluster Sécurité Alimentaire ont maintenu des services d'urgence et la distribution de vivres essentiels.
- A la fin du mois de mars, les interventions en sécurité alimentaire rapportés par les partenaires du Cluster ont atteint 1,79 millions de personnes. Cela représente 24 % de l'objectif sectoriel de 7,3 millions de personnes ciblées pour 2025. Pour l'objectif spécifique 1 (Sauver des vies), 1,62 millions personnes ont reçu une assistance alimentaire d'urgence. Ce qui correspond à 22 % de la cible par rapport aux objectifs du plan de réponse humanitaire pour l'OS1.
- En ce qui concerne l'objectif spécifique 2 (Reconstitution des moyens d'existence), les résultats ont montré qu'environ 294 000 personnes ont été assistées sur les 3,7 millions de personnes ciblées, ce qui représente un taux de réalisation de 8 %.
- Les distributions alimentaires ont permis de couvrir 86% des besoins caloriques des personnes assistées, avec une moyenne de 1813 Kcal distribués par personne et par jour. Ce chiffre est encourageant compte tenu des objectifs d'amélioration de la qualité de la réponse du secteur, visant à atteindre les 2100 Kcal recommandés par le Cluster et pour lequel les partenaires ayant fourni l'assistance ont donné plus de 80% de Kcal lors des distributions réalisées au mois de mars 2025.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- Les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu ont le plus grand nombre des personnes ciblées en considérant les mouvements de population de plus de 700 000 personnes provoqués par le démantèlement des sites de déplacés.
- Accès limité aux zones affectées : L'insécurité persistante, avec la présence de groupes armés et des affrontements, restreint l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment dans les territoires de Lubero, Masisi et Walikale.
- Pression sur les ressources locales : Les communautés hôtes partagent leurs ressources limitées, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires et un accès réduit pour les plus vulnérables.
- Insuffisance des stocks alimentaires : Les capacités de stockage et d'approvisionnement en denrées sont limitées, aggravant les ruptures de stocks et les pénuries saisonnières.
- Mauvais état des infrastructures : Les routes en mauvais état et les conditions climatiques difficiles compliquent le transport des vivres et de fournitures vers les zones enclavées.
- Problèmes de financement : Le manque de financements suffisants pour une réponse prolongée empêche une assistance alimentaire régulière et durable pour les personnes déplacées et les populations hôtes.
- Manque de perspectives opérationnelles : L'imprévisibilité de certains financements et la volatilité du contexte rendent la planification à moyen terme complexe.
- Selon le rapportage des partenaires, Le financement disponible à ce jour s'élève à 57,3 millions de USD, représentant environ 5 % du budget sectoriel requis dans le plan de réponse humanitaire (1.14B de USD). Une contribution d'urgence de la part des bailleurs pour répondre aux chocs de la crise et aux nouveaux déplacements est nécessaire pour faire face aux chocs de la crise et aux nouveaux déplacements.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

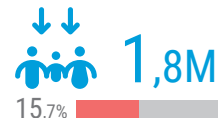
En mars 2025, 47 organisations ont contribué au rapportage de réponse : 19 ONGI, 25 ONGN, 1 Agences UN et 2 organisations appartenant au mouvement de la Croix Rouge.

Liste des organisations :

ABCOM | ACF | ACTED | ADERI | ADRA | ADUR | AIBEF | AMDD | APETAMACO | APROBES | ASKC | AVUDS | BIFERD | BNCE | Caritas Bunia | CEDERU | CEIDEI | Christian Aid | CICR | CODEVAH | Concern | CRS | DPF | DRC | HC asbl | HEKS-EPER | IDIC | IFRC | JSD | LYEX | Malteser International | MAVUNO | MC | MDC | OXFAM-GB | PADEPU-A | PAF-AFRICA | PAM | RET Germany | SCI | SI | SP | Tearfund | VIFEDE | WHH-AAA | WR | WVI

ABRIS ET ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS

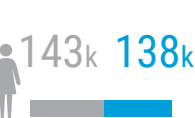
PERSONNES CIBLÉES



PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES	INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes nouvellement déplacées vivant sur les sites ou centres collectifs ou en familles d'accueil ayant bénéficié d'une assistance d'urgence en abris (désagrégées par sexe, âges, besoins spécifiques)/ (cash, in-kind, vouchers)	87k	0	0%	# de personnes nouvellement déplacées vivant sur les sites de déplacés ou centres collectifs ou en familles d'accueil et les communautés hôtes vulnérables ayant bénéficié d'une assistance en AME à travers la modalité: cash, in-kind ou vouchers (désagrégées par sexe, âges, besoins spécifiques)	468k	0	0%
# de personnes en déplacement prolonges vivant sur les sites de déplacés ou centres collectifs ou en familles d'accueil ayant bénéficié d'une assistance en articles ménagers à travers une modalité flexible (cash, in-kind, Vouchers)	222k	281k	127%	# de femmes ou filles en âge de procréation ayant bénéficié des kits d'hygiène menstruelle ou d'intime	288k	37,3k	13,0%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- En mars 2025, au moins 6 884 personnes ont bénéficié d'une assistance en abris dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Parmi elles, 4 578 personnes ont reçu une assistance dite transitionnelle/durable, tandis que 2 306 autres ont bénéficié d'une réponse d'urgence. L'assistance a été apportée sous forme in-kind pour 2 750 personnes et via une modalité mixte (nature + espèces) pour 4 134 autres.
- Concernant la réponse en articles ménagers essentiels (AME), les interventions ont ciblé les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et Sud-Kivu. Au total, 129 419 personnes ont été assistées, principalement dans le cadre de réponses d'urgence. Parmi les bénéficiaires, 59 % étaient des enfants et 51 % des femmes, reflétant l'attention portée aux groupes les plus vulnérables.
- Par ailleurs, 37 308 femmes et filles en âge de procréer ont reçu un kit d'hygiène menstruelle depuis le début de l'année, soit 13 % de la cible sectorielle pour ce type d'assistance.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

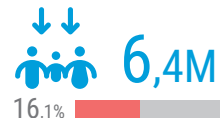
- Malgré les efforts de mobilisation, la réponse Abris et AME reste confrontée à des défis structurels et opérationnels, limitant la couverture des besoins humanitaires urgents :
- La réponse Abris et AME continue d'être lourdement affectée par un sous-financement généralisé dans l'ensemble des provinces. La capacité de réponse immédiate, notamment en abris, s'est trouvée fortement réduite. Cette situation est aggravée par une faible présence de partenaires opérationnels, en particulier au Sud-Kivu, Tanganyika et Grand Bandundu. Ceci limite considérablement la mise en œuvre d'interventions sur le terrain. Les besoins en Abris et AME restent élevés face à des capacités limitées, nécessitant un ciblage rigoureux pour éviter les tensions communautaires.
- L'insécurité persistante, combinée à la dégradation des infrastructures routières, complique fortement l'acheminement de l'aide humanitaire sur plusieurs axes prioritaires. Certaines zones stratégiques demeurent inaccessibles, ce qui limite la rapidité et la portée de la réponse sur le terrain.
- L'indisponibilité des banques dans plusieurs zones du Nord et du Sud-Kivu complique la mise en œuvre des activités et des transferts monétaires, malgré les efforts d'adaptation déployés par les partenaires. Par ailleurs, un blocage administratif persistant empêche toujours l'acheminement de l'aide dans la partie sud de Bukavu, tandis que les négociations pour l'ouverture d'un accès humanitaire vers les plaines de la Ruzizi restent en cours.
- La multiplication des cas d'occupation secondaire des abris ou des terres dans les zones de retour dans le Nord Kivu entrave l'accès des nombreux retournés à un logement. Le traitement de la problématique HLP (Habitat, Terre, Propriété) constitue un enjeu urgent et structurant pour garantir l'efficacité et la pérennité des interventions en matière d'abris.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- En mars 2025, 2 organisations ont contribué au rapportage sur la réponse Abri (01 ONGI, 01 Agence UN) et 04 organisation pour la réponse AME (1 organisation appartenant au mouvement de la Croix/Croissant Rouge, 02 ONGI, 01 ONGN)
- Liste des organisations :
- ABRI : NRC | OIM
- AME : AIRD | UniRR-CR NK | PPSSP | SI

SANTÉ

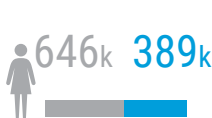
PERSONNES CIBLÉES



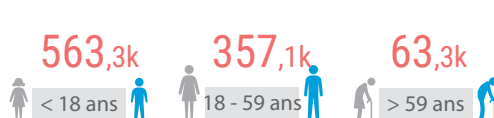
PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES	INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes ayant reçu les soins de santé primaires	4,7M	761k	16,0%	# d'enfants malnutris ayant reçu une prise en charge médicale	1,1M	1k	0,1%
# de personnes ayant reçu les soins de santé secondaire	1,4M	14,2k	1,0%	# de personnes ayant reçu la vaccination contre la rougeole	1,4M	160k	11,6%
# de victimes de viol ayant bénéficié d'une prise en charge clinique	474k	7,2k	1,5%	# de cas de MAS avec complication ayant reçu la prise en charge médicale	660k	4,0k	0,6%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- En mars, le secteur santé a intensifié ses interventions, atteignant 422 701 personnes avec les services de santé d'urgence ; ce qui porte le cumul de personnes assistées à 1034 267. Les principales activités se sont articulées autour des soins de santé primaires (SSP), des services de santé de la reproductive (SSR), la prise en charge clinique des viols, des soins secondaires (SSS), du soutien psychosocial (SMSPPS), ainsi que la prévention et la prise en charge des épidémies (rougeole, choléra, Mpox).
- L'activité la plus significative reste les SSP, avec 284 210 personnes assistées en mars, traduisant la forte demande en consultations générales dans les structures appuyées. Les SSR ont aussi connu une augmentation avec 21 408 personnes ayant accédé aux soins, reflétant l'intensification des services en santé reproductive dans plusieurs zones rurales et périurbaines. Les interventions en santé mentale (SMSPPS) ont touché 8 369 personnes, une hausse notable due à la stratégie d'intégration de la santé mentale dans les interventions des partenaires ;
- Les activités de prévention de la rougeole ont connu un essor majeur, atteignant 87 421 personnes en mars, en réponse à la résurgence de cas dans certaines provinces. La prise en charge de la rougeole (546 cas) ainsi que les premières interventions contre le choléra (426 PEC) et Mpox (682 PEC) témoignent de la réactivité des partenaires face à la flambée des épidémies.
- Analyse des variations par rapport aux cibles. Une hausse notable entre les réalisations et les projections initiales est observée, surtout dans les SSP, SSR et la prévention de la rougeole. Cela est principalement dû à :
 - L'intensification de la couverture via des cliniques mobiles ;
 - L'amélioration de l'accès dans certaines zones au Nord-Kivu ;
 - Une réponse épidémique rapide face aux flambées localisées (Rougeole, Choléra, Mpox).
- Le niveau de réalisation montre une forte corrélation avec les financements disponibles. Les zones ayant bénéficié de financements flexibles et rapides (notamment pour les SSP et les épidémies) ont pu déployer plus d'activités. À l'inverse, les activités sous-financées (Santé mentale, PEC VBG, Malnutrition) affichent des résultats modestes.
- Par rapport à février (372 115 bénéficiaires cumulés), mars marque une accélération significative avec 422 701 nouveaux bénéficiaires enregistrés, illustrant une augmentation de 50 586 personnes, soit une hausse de 13,6 %.
- Cette dynamique doit toutefois être soutenue par une mobilisation financière continue pour maintenir le rythme et élargir la couverture.
- Suivi des activités de coordination au sein des Task force logistique médicale, gestion des blessés de guerre et la gestion clinique des viols.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- Désengagement des partenaires sans nouveaux projets dans les ZS prioritaires laissant des gaps de pris en charge des déplacés et retournés.
- L'accessibilité géographique et culturelle dans certaines zones des bénéficiaires dans les zones d'insécurité.
- Le maintien et la poursuite des activités santé dans certaines zones d'insécurité afin de prévenir les éventuelles épidémies et autres phénomènes.
- Insuffisance des financements pour répondre à tous les besoins.
- Suspension du financement BHA pour certains partenaires avec impact négatif sur la réponse, particulièrement la rupture en Kit post Viol après la suspension du projet IMA.
- Rupture en récurrentes des médicaments fournis aux structures par les programmes de développement (Paludisme, VIH-TBC, PF, etc.)
- Insuffisance de financement affectant la mise en œuvre de nombreuses activités de santé et la réponse épidémique.
- Coordination intersectorielle limitée, ralentissant les interventions intégrées.
- Difficulté d'accès physique à certaines zones de santé en raison de l'insécurité ou d'obstacles géographiques (inondations, routes impraticables).
- Manque de ressources humaines qualifiées dans certaines zones périphériques.
- Insuffisance de kits de prise en charge, notamment pour le choléra, la rougeole et le Mpox.
- Absence de centres spécialisés pour la prise en charge du Mpox dans plusieurs zones critiques, en particulier à Moba.
- Insuffisance de l'assistance médicale et des infrastructures de base.
- Au Tanganyika, on note, la violence potentielle entre déplacés et populations hôtes à cause de la pression sur les ressources.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

En mars 2025, 46 organisations ont contribué au rapportage sur la réponse : 19 ONGI, 23 ONGN, 2 Agences UN, 01 structures étatiques et 1 organisations appartenant au mouvement de la Croix/Croissant Rouge.

Liste des organisations : ACF | ACHUD | AFPDE | AGIR RDC | AIDES | AJEDEC | ALIMA | ARC | CARITAS Goma | CBCA | CENEAS | CI | CICR | CORDAID | COSAMED | Croix Rouge RDC | FCD | FMM | GRAM | Heal Africa | HI | IMC | IPAS RDC | IRC | JIA | MAGNA | MDM | MDM - B | MDM-F | MEDAIR | MI | MSF-B | MSF-F | OMS | PASMU | PPSP | PUI | RADPI | SCI | SCOSAF | SOFEDI | SOS VILLAGES D'Enfants | UNICEF | Wokovu Way | YAFRH.

ÉDUCATION

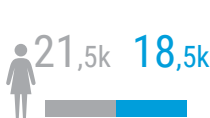
PERSONNES CIBLÉES



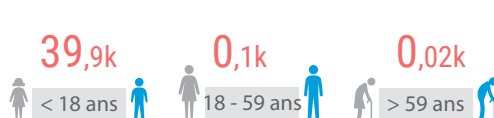
PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES	INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# d'enfants de 5-17 ans en situation de déplacement et ceux des ménages d'accueil ayant accès à des opportunités d'éducation inclusive de qualité (désagrégré par sexe, âge et handicap)	646k	39,9k	6,1%	# d'enfants de 5-17 ans en situation de déplacement et ceux des ménages d'accueil ayant bénéficié de cours de récupération, d'éducation accélérée pour opportunités de réintégrer le système formel	646k	4,6k	0,7%
# d'enseignants (hommes et femmes) ayant été formé sur les thématiques clés de l'éducation dont la méthodologie centrée sur l'enfant, le soutien psycho-social et l'éducation pour la paix y compris la sauvegarde de l'enfant et prévention des abus et exploitations sexuelles. (désagrégré par sexe, âge et thématique)	11,7k	124	1,0%	# d'enfants de 5-17 ans en situation de déplacement depuis 7 mois et plus et ceux des ménages d'accueil ayant bénéficié de matériels d'apprentissage, d'enseignement, de récréation et d'hygiène	646k	40,4k	6,3%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

En mars 2025 : 3 250 enfants (1 677 filles) âgés de 5 à 17 ans ont eu accès à des opportunités d'éducation grâce aux partenaires du Cluster Éducation dans les provinces et localités de l'Ituri (Irumu), Nord-Kivu (Goma), Kasai_Central (Demba, Dibaya, Kananga), Sankuru (Lodja) à travers les stratégies suivantes :

1 - L'amélioration de l'accès à l'éducation : 2 670 enfants (1 313 filles) ont bénéficié de la construction de six salles de classe et réhabilitation de 18 autres. 180 enfants (104 filles) ont participé à des cours de récupération, et 580 enfants autre (300 filles) à des cours de rattrapage tandis que 3 099 enfants (1 633) ont bénéficié de cours de remédiation. Les partenaires ont distribué des kits scolaires à 13 392 enfants (6 641 filles) et de kits hygiéniques intimes à 50 filles. 500 enfants (291 filles) ont été touchés par la formation professionnelle (en coupe et couture, entrepreneuriat, menuiserie et autres métiers). Les sensibilisations portant sur l'importance de l'éducation ont touché 3 499 personnes (1 665 femmes) tandis que celles sur les risques d'épidémies au travers d'activités éducatives ont touché 9 081 enfants (4 399 filles).

2 - L'amélioration du bien-être et le renforcement de la protection des enfants en milieu scolaire : 2 324 enfants (1 079 filles) ont bénéficié de kits récréatifs distribués dans cinq écoles. Par ailleurs, 2 926 enfants (1 456 filles) ont été touchés par des activités de renforcement de la protection de l'enfant en milieu scolaire. 30 enseignants (10 femmes) ont participé aux ateliers d'élaboration des plans d'amélioration scolaire et 148 enfants (76 filles) ont été sensibilisés sur les violences basées sur le genre, l'exploitation et abus sexuels et la gestion de patrimoine scolaire.

3 - L'amélioration de la qualité des apprentissages : Cinq écoles ont reçu les kits didactiques. 52 enseignants (9 femmes) ont été formés sur l'éducation centrée sur l'enfant et 98 enseignants (33 femmes) ont reçu des fournitures.

4 - Renforcement du système : L'équipe du Cluster Éducation au niveau national a poursuivi le renforcement des capacités des clusters provinciaux afin d'assurer un alignement avec les priorités de réponse et un rapportage précis et en temps voulu. Elle a mené l'évaluation de la réouverture des écoles et du retour des enfants dans les établissements après leur fermeture dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Par ailleurs, le Cluster a poursuivi l'évaluation de l'état de la réponse et la mobilisation des partenaires pour renforcer leur présence dans les zones mal desservies. La cartographie des opérations et des capacités des partenaires a continué d'orienter la planification des interventions. Enfin, le Cluster Éducation a soutenu le processus d'allocation des fonds FER et MYRP reçus de Education Cannot Wait (ECW).

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- La mise en place des réponses de l'éducation en situation d'urgence a été marquée par des contraintes, nécessitant une attention soutenue pour assurer le succès des interventions ;
- En fin mars, 1935 écoles du Nord Kivu et du Sud Kivu ont été fermées dû à la reprise des hostilités dans ces deux provinces affectant 732 890 enfants ;
- 127 écoles sont toujours utilisées comme abris dont 115 au Nord-Kivu, 2 au Sud-Kivu ; 2 en Ituri, 2 au Kwilu, 6 à Tshopo. Par ailleurs 119 écoles sont encore occupées par les groupes armés dont 99 au Nord-Kivu, 17 au Sud-Kivu, 2 en Ituri et 1 au Tshopo ;
- Difficulté d'accès dans les zones d'intervention en raison de la situation sécuritaire fragile due aux conflits armés (Sud-Kivu : territoires de Walungu, Kalehe, Fizi ; Nord-Kivu : Nyiragongo, Lubero, Rutshuru, Masisi, Walikale et la ville de Butembo ; Ituri : Irumu, et Sud-Kivu : ville de Bukavu) ;
- Difficultés d'accès en raison du délabrement avancé des routes ;
- Lacunes en termes de stock de contingence ;
- Difficultés d'accès aux fonds à la suite de la fermeture de banques au Nord et Sud-Kivu ;
- Insuffisance de financement face aux besoins énormes pour le secteur de l'éducation en urgence : le niveau de mobilisation au 3^{ème} mois de l'année est de USD 2 809 156/4.3%

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

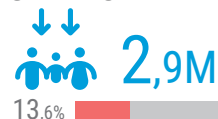
En mars 2025, 48 organisations ont contribué au rapportage sur la réponse (6 ONGI, 40 ONGN et 2 Agence UN).

Liste des organisations :

WFP | UNICEF | DRC | AVSI | NRC | JRS | COOPI/EHS | AJEDEC | AMAIN | ASDEM | APETAMACO | BIFERD | EDU | TPO RDC | PACIF | APEDC | DADS | FAHDS | CAAP-T | AIPD | APEDC RDC | CONGO.JU | AGOPA | CAPE | ASOPROSAFD | CEF-JDD | CERAO | GHOVODI | ULDDI | ODH | GRACE | ACAD | ACDDI | CADEGO | LIFID | NHB | SPS | AIDES | DEDI ONG | GSEO | KUA RD CONGO | VESP | MESAS ONG/ASBL | NEDGK ONGD | FDC-ONG | FECONDE | ASDERU |

NUTRITION

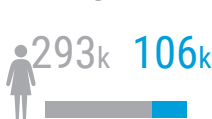
PERSONNES CIBLÉES



PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES	INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# d'enfants de moins de 5 ans (de 0 à 59 mois) MAS pris en charge	533k	81k	15,1%	# d'enfants de 6 à 23 mois ayant reçu des aliments de complément (BSFP)	331k	21k	6,3%
# de FEFA souffrantes de la MAG prises en charge	418k	32k	7,7%	# de personnes vivantes avec tuberculose (TB) prises en charge	12k	-	-
# d'enfants de moins de 5 ans (de 0 à 59 mois) MAM pris en charge	987k	122k	12,4%	# de personnes ayant été conseillées sur l'alimentation appropriée des jeunes enfants, des femmes enceintes et allaitantes	1,1M	134k	12,7%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Au cours du mois de mars 2025, les interventions sectorielles ont permis d'assurer le traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) chez 27 701 enfants de moins de 5 ans (15 003 filles et 12 698 garçons). Pour la malnutrition aiguë modérée (MAM) chez les enfants, 20 348 enfants ont été admis (10 988 filles et 9 360 garçons). Chez les femmes enceintes et allaitantes (FEFA), 3 873 FEFA souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été admises. Concernant le soutien nutritionnel aux personnes vivant avec la VIH et la tuberculose (TB) en état de malnutrition, aucun cas n'a été admis. La supplémentation alimentaire (BSFP) a permis l'admission de 13 246 enfants de 6 à 23 mois (7 418 filles et 5 826 garçons) et de 5 796 femmes enceintes et allaitantes. Sur le volet préventif, les activités liées à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en urgence (ANJE-U) ont atteint 47 159 femmes enceintes et allaitantes. Selon l'analyse de la 5W, sur les 134 zones de santé bénéficiant d'une intervention nutritionnelle, 116 sont prioritaires dans le HRP 2025.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- L'insécurité persistante dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri continue d'entraver gravement la réponse nutritionnelle, notamment à cause des affrontements entre les FARDC et le M23. Les interruptions de projets financés par l'USAID/BHA, les difficultés d'accès dans les zones insécures, ainsi que les ruptures fréquentes de stock ont considérablement affaibli la continuité des soins. Plusieurs structures de santé restent inaccessibles ou partiellement fonctionnelles, affectant l'accès aux services nutritionnels pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes/allaitantes.
- Au mois de mars 2025, les partenaires ont pu reprendre progressivement leurs interventions grâce à un repositionnement stratégique : SCI, MEDAIR, JUH, COOPI, RHA et d'autres ont étendu leurs activités dans les zones de Nyiragongo, Kirotshe, Minova, Lusangi. En parallèle, de nouveaux partenariats avec GRAINES, MDA, CONOPRO, AFEDEM et COOPI ont été établis, contribuant à combler les lacunes dans la réponse aux besoins nutritionnels. Sur la période, 1 235 enfants souffrant de MAS ont été pris en charge, ainsi que 290 enfants et 692 FEFA atteints de MAM. Environ 11 373 enfants ont été dépistés et plus de 8 000 personnes sensibilisées à l'ANJE.
- Une évaluation rapide dans la ZS de Nyiragongo (Kasizi, Kingarambe, Buhumba) a révélé une prévalence de 4,7 % de malnutrition aiguë globale chez les enfants, dont 1,3 % de MAS. Des poches de vulnérabilité critique ont été identifiées, notamment chez les FEFA dans le village de Kabindi, où 23,1 % des femmes montraient des signes d'émaciation.
- La disponibilité des intrants reste fragile : SCI a annoncé un stock de 5 000 cartons de Plumpy'Nut, tandis que JUH et PUI ont confirmé des commandes de plus de 2 000 cartons de produits nutritionnels et 37 tonnes d'intrants. Un don de 2 000 cartons de Plumpy'Nut au PRONANUT est également en cours de discussion.
- La réponse reste toutefois freinée par l'insuffisance des financements (27,9 millions USD nécessaires), l'insécurité, la fermeture temporaire de l'aéroport de Goma et la faiblesse des capacités locales. Il est urgent de mobiliser de nouveaux fonds, sécuriser les chaînes d'approvisionnement, renforcer les stocks tampons, et appuyer techniquement les enquêtes SMART pour une réponse mieux ciblée et durable.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

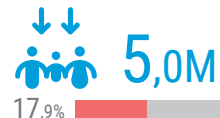
En mars 2025, 53 organisations au total ont contribué avec : 28 Org. Nationale, 22 Org. Internationale, 1 gouvernementale avec l'appui de 2 agences UN (UNICEF et PAM) :

Liste des organisations :

8eCEPAC | AACDS | AAP | ACF | Action Santé | ADRA | AFEDEM | AFPDE | AIDES | ALIMA | APEFFIVU | APETAMACO | APRESA | CADERSA | CARE | CARITAS-UV | CEAPRONUT | CHWID | CONCERN | COOPI | CRNK | EBD asbl | GD | GRAINES | IMA | IMC | IRC | IREDIE ASBL | JUH | KESHO CONGO | LB | MAGNA | MDM-F | MEDAIR | MEDES | MSF-B | MSF-F | PAF-AFRICA | PAM | PIN | PMNS/UG-PDSS | PPSSP | PUI | RACONJ | RADPI | SAD International | SANRU | SCI | SDC | SP | TPO-RDC | UNICEF | WHH

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

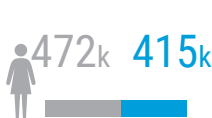
PERSONNES CIBLÉES



PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
Nombre de personnes vivant dans des ZS à risque d'épidémies ayant bénéficié d'un paquet de services EHA inclusif (préparation et prévention).	1,1M	89,1k	8,3%
Nombre d'enfants et FEFA (y compris en situation de handicap) affectés par la malnutrition aiguë sévère ayant accès aux services EHA au niveau des centres de prise en charge et des ménages.	301k	115k	38,1%
Nombre de personnes affectées par les conflits et/ou catastrophes naturelles ou autres mouvements de plus de 6 mois ayant accès aux services EHA inclusifs	1,6M	89,1k	5,6%

INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
Nombre de personnes affectées par les conflits et/ou catastrophes naturelles ou autres mouvements de moins de 6 mois ayant accès aux services EHA inclusifs	1,6M	664k	41,6%
Nombre de personnes affectées par les épidémies (choléra etc.) ayant bénéficié d'un paquet de services EHA (réponse)	2,9M	591,7k	19,8%
Nombre de ENA dans les centres de prise en charge et les EAFGA dans les CTO ayant accès aux services EHA inclusifs	22,9k	0k	0%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Jusqu'à mars 2025, au moins 886 995 personnes ont bénéficié des interventions en eau, hygiène et assainissement (WASH), en majorité dans les zones affectées conflit dans l'Est de la RDC. Ces interventions ont particulièrement ciblé les populations dans les zones de retour (province de Sud et Nord Kivu) et dans les sites de déplacés (province de l'Ituri et Tanganyika).
- En dépit des difficultés de financement des activités des partenaires EHA, les actions les plus significatives au cours de la deuxième quinzaine de mars ont été consacrées aux populations dans les zones de retour.
- Accès à l'eau potable :** Solidarités International a aménagé et remis en service deux adductions d'eau potable notamment dans les localités de Bouha et Guisseke dans le territoire de Rutshuru. Oxfam poursuit la réhabilitation des réseaux d'eau potable de Kishishe à Sake, dans le territoire de Masisi, à travers la remise en état de 19 des 24 bornes fontaines prévues. Pour sa part, l'ONG Yme Grand Lacs, partenaire de UNICEF, poursuit la fourniture de 350 m³/jr d'eau potable par pompage sur l'axe Kanyaruchinya – Bushagara ; elle a également relancé la station d'eau de Bulengo en faveur de la communauté hôte. Tearfund maintient la fourniture de 80m³/jr d'eau potable en moyenne dans les deux centres collectifs à Baraka dans la ville de Goma, alors que BIFERD a approvisionné par water trucking près de 45,6m³/jr répartie sur Buhimba, Kibumba et Sake. Les ONG PPSSP26, IRC et Oxfam, BIFERD continuent à appuyer les points de chloration d'eau installés à Goma et ses environs dans le cadre de l'accès continue des populations à l'eau potable en vue d'atténuer les risques de contamination du choléra dans la ville.
- Accès aux services d'assainissement, après le démantèlement des sites de déplacés autour de Goma :** Solidarité International a procédé à la désinfection et au remblayage de 215 fosses de latrines dans les anciens sites de déplacés sur l'axe de Kanyaruchinya autour de Goma. NRC a vidé et décongestionné 160 fosses de latrines à Bushagara et Rusayo II extension. Elle a aussi vidé trois décharges des déchets solides. L'ONG ACF a procédé à la désinfection et à la vidange de 69 fosses de latrines.
- Connaissances et pratiques en hygiène et assainissement :** Les ONG Solidarités international, Oxfam, Yme Grand lacs et Tearfund ont distribué plus de 3 500 kits EHA et plus de 4 500 kits d'hygiène intime aux ménages vulnérables les zone de santé de Kirotshe, Goma, et Nyiragongo. Renforcement de la Prévention et Contrôle des infections en milieu hospitalier. L'ONG MEDAIR a aménagé deux douches ainsi que deux latrines au CTC de Kihindo ; elle a également aménagé une zone à déchets au Centre de Santé Mushaki dans le territoire de Masisi. Le 19 mars, l'ONG Mercy Corps a remis aux autorités locales à Mambasa Centre un mini réseau d'adduction d'eau potable avec un système photovoltaïque. Cet ouvrage, financé par FCDO, permet d'améliorer l'accès à l'eau potable pour environ 21 400 personnes dans l'aire de santé Mputu. Depuis le 5 mars, l'ONG Programme Nutrition d'Abord (PNA) a installé un forage d'eau muni d'un réservoir de 10m3 et fonctionnant avec un système photovoltaïque pour alimenter 998 ménages dans les villages de Zaba et Zago (territoire de Djugu). L'ONG PPSSP a aménagé cinq sources d'eau, et construit quatre latrines et douches dans les aires de santé de Dhendo, Ngadjoka et Krido (territoire de Djugu).

Pour plus d'informations, veuillez contacter : brcamara@unicef.org, jbara@unicef.org, giresslikunde@gmail.com

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- L'accès humanitaire reste un défi majeur dans l'Est de la RDC. Actuellement, les villes de Goma et Bukavu sont privées de moyens d'approvisionnement direct, les aéroports restant fermés. Le seul accès pour l'acheminement de l'aide humanitaire passe par le Rwanda et le Burundi, limitant considérablement les capacités d'intervention sur le terrain.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

En 2025, 12 organisations ont contribué au rapportage sur la réponse : 8 ONGI, 2 ONGN, 1 Agences UN et 1 organisations appartenant au mouvement de la Croix/Croissant Rouge.

Liste des organisations :

ASDC | CARE | CICR | Concern | IRC | MSF | NCA | OXFAM | OIM | Solidarité Internationale | Tearfund | Yme Grand Lacs |



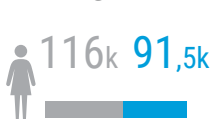
PERSONNES CIBLÉES



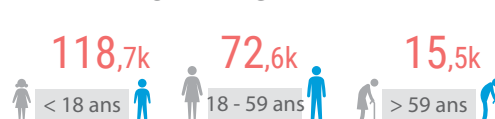
PERSONNES ATTEINTES



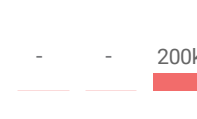
ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes vivant dans les sites et installations collectives ayant bénéficié d'actions de suivi de la coordination, la gestion et l'administration des sites pour une assistance d'urgence désagrégé par âge/genre/handicap (désagrégées par sexe, âges, besoins spécifiques)/(cash, in-kind, vouchers).	772k	198k	25,6%
# de personnes vivant dans les sites et installations collectives bénéficiant d'appui aux solutions durables (enquêtes d'intentions, accompagnement vers les solutions durables et fermeture des sites) désagrégées par âge/genre/handicap.	386k	14k	3,7%

INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes nouvellement déplacées vivant en familles d'accueil ayant bénéficié d'une assistance en loyer (désagrégées par sexe, âges, besoins spécifiques)	13k	-	-
# de personnes vivant dans des sites ou autres installations collectives ayant bénéficié de travaux d'aménagement, réaménagement ou amélioration y compris des mesures d'atténuation des risques de protection ou sécurité (cash, in-kind, Vouchers)	514k	119k	23,1%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Ituri** : Atelier de renforcement des capacités des membres des comités en usage des outils d'alerte précoce et le maintien du caractère civil dans le territoire d'Irumu. Au total, 101 participants dont 28 femmes et 73 hommes ont été renforcés. Organisation d'une évaluation multisectorielle, collecte d'intentions de solutions durables dans les sites de la zone de santé d'ANGUMU à MAHAGI. Sur 1909 ménages attendus soit 1017 du site de Awasi et 892 du site de Ramogi, 1860 ont été enquêtés soit un taux de réalisation de 97,4% . 16 séances de sensibilisation réalisées dans 10 sites sur les thématiques de CFM, PSEA, et recours au SAP en faveur de 4370 personnes dont 2537 femmes. Sensibilisation AAP dans 21 sites de la zone de santé de RWAMPARA, NIZI et FATAKI atteignant 3967 personnes (2384 femmes) et 444 leaders (212 femmes) respectivement via les sensibilisations de masse et réunions communautaires. Ces activités ont été accompagnées par la dotation de 731 outils de sensibilisation dont 337 boîtes à image, 119 bâches imprimées au format A1 et 255 bâches imprimées au format A3. 59 réunions de gestion et de coordination dans 50 SD (1 187 personnes dont 530 femmes représentant les ONGI/N, les autorités locales, les leaders communautaires, comités des sites)
- Nord-Kivu** : Mise à jour continue de la situation dans les nouvelles installations après le démantèlement des sites autour de Goma. 14 339 PDI (soit 2 783 ménages) ont été identifiées dans 52 nouveaux centres collectifs. Au Grand Nord-Kivu, 17 700 PDI soit 2 883 ménages) enregistrées dans 21 centres collectifs et 6 sites spontanés répartis dans les territoires de Lubero, Beni et la ville de Beni. • Sensibilisation sur les solutions durables auprès des PDI résiduelles dans les anciens sites et centres collectifs. 9 720 personnes dont 7452 femmes atteintes.
- Sud-Kivu** : Suivi mouvement de population dans les zones de retour. Présentation du gap de l'insécurité alimentaire dans plusieurs zones de déplacement avec SECAL. Participation à la réunion COHP sur la révision de la sévérité des zones de santé pour les besoins du HNRP. Réunion avec l'équipe DCA et son partenaire de mise en œuvre ADIC sur la planification des activités des sensibilisations sur le REG et la sécurisation à problème REG (Axe Bukavu-Minova)
- Tanganyika** : 05 réunions de gestion dans les sites avec les PDI et quelques prestataires de service réunissant 185 personnes dont 65 femmes. 02 séances de restitution des plaintes auprès de 314 personnes dont 115 femmes dans les sites de Kisengo. Evaluation multi sectorielle dans les sites spontanés de l'axe Moba : Terre Noire, Sindano, Kazerne. Une population estimée à 8 000 personnes recensées par les PDI elles-mêmes. 740 personnes dont 1292 femmes sensibilisées sur différentes thématiques : VBG, AAP, hygiène et principes humanitaires.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- Les contraintes suivantes ont été enregistré au cours du mois de mars 2025 pendant la mise œuvre des activités CCCM
- Ituri** : La suspension de l'aide américaine a impacté négativement sur la capacité des acteurs de réponses aux besoins des sites de déplacés en Ituri. Activisme accru des groupes armés non étatiques et les affrontements avec UPDF dans la zone de santé de Fataki et TCHOMIA avaient contraint certains déplacés des sites de Plaine SAVO, LALA, TSHUKPA, LODA DJAIBA et NYAMUSASI 2 à se déplacer de nouveaux vers les autres sites (y compris ceux de la ville de Bunia) ou en FAMAC. Le monitoring continue dans différentes zones. Aussi, ces affrontements ont conduit à des violations des droits humains.
- Nord-Kivu** : Démantèlements forcés des sites autour de Goma entraînant l'exposition des PDI à des incidents de protection. Expulsions forcées et attaques contre les sites et les centres collectifs dans le Grand Nord-Kivu par les concessionnaires privés exigeant la location de leurs terres.
- Sud-Kivu** : Besoin des financements pour des solutions durables dans les zones de retour. Effondrement des mécanismes de signalement des VBG et risques accrus pour les survivantes et enfants vulnérables. Risque trop élevé aux restes explosifs de guerre dans la zone. Manque des structures d'appui Psychosocial et Psychologique
- Tanganyika** : Suspension du financement USAID a renforcé davantage le défi lié à la diminution sensible des assistances dans les sites. Plusieurs secteurs non couverts (santé, sécurité alimentaire, abris et Wash). Faible positionnement des acteurs à soutenir les solutions durables alors que plusieurs sites sont concernés par la fermeture et l'accompagnement aux solutions durables. Problématique d'accès physique liée à la détérioration des routes (surtout en saison de pluie) et à l'insécurité, limitant l'accès des populations à l'assistance humanitaire. Le retrait de certains acteurs de la zone impacte négativement sur la réponse dans les sites.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

Au cours du mois de mars 2025 (8) organisations ont contribué au rapportage sur la réponse :

Liste des organisations :

2 Agences UN : UNHCR | OIM ;

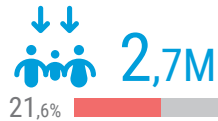
4 Organisations non gouvernementales : AIDES | CARITAS | CIAUD | WHN ;

2 structures étatiques : CNR | DIVAH.

- Données non disponibles

PROTECTION

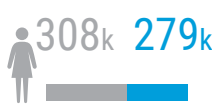
PERSONNES CIBLÉES



PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES	INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes ayant participé ou ayant bénéficié des initiatives de cohésion sociale/cohabitation pacifique.	119k	6,3k	5,3%	# d'enfants non accompagnés (y compris enfants en situation de handicap) identifiés, placés dans une prise en charge familiale transitoire ou une solution de remplacement appropriée et réunifiés avec leur famille	21k	3,2k	14,7%
# de survivant(e)s de violences sexuelles ayant bénéficié d'une prise en charge médicale désagrégé par âge/genre/handicap/status de déplacement	130k	22,3k	17,2%	# de personnes vivant dans les zones contaminées ayant bénéficié des activités de dépollution et de destruction des REG et ALPC désagrégé par âge/genre/handicap	1,2M	113k	9,1%
# de femmes et filles vulnérables ayant reçu un kit de dignité désagrégées par âge/handicap/status de déplacement	30k	1,5k	5,1%	# de personnes bénéficiant d'un appui au règlement pacifique de conflits fonciers.	4,1k	150	4%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

• -

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

• -

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

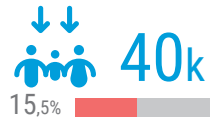
En mars 2025, 112 organisations ont contribué au rapportage sur la réponse : 17 ONGI, 91 ONGN, 03 Agences UN, 01 structure étatique.

Liste des organisations :

ACAD | ACDDI | ACF | ACOPE | ADECO | ADRF | AHDI | AIBEF | AJEDEC | AJID | AJPDOFE | ALIMA | AMAIN | AMAPA-AFRIQUE | APAM | APDD | APEDC-RDC | APEFFIVU | ARDI | ASDC | ASDERU | ASIDD | AVREO | AVSI | BEM | BIALOC | BIFERD | BNCE | CAJED | CANACU | CAPE | CAPSY-ONGD | CARE | CARITAS | CEDERU KIBUTUTU | CEF | CEFK | CENEAS | CERA0 | CFAD | CFED | CIAUD-CANADA | COEMAL | CONCERN | CORACON | CR RDC | DFDI | DFJ | DIVAS | DRC | ECAVOPK | EDU | ENAV | FDA | FECONDE | FMMDI | FOM | FOMI | FON | FP | FPM | HA | IDAV -RDC | IDIC | IEDA RELIEF | IFEDD | IFRC | IRC | JBNKM | JS | LB | LSC | LYEX | MAC | MC | NRC | ODH | OHAVRDC | OPFK | OSD | PAEESTRDC | PAMI | PDEH | PDHPES | PFP | PRODECOM | RAC0J | RAD | REDHO | REFED | ROPAC | SADEF | SAFDF | SARCAF | SCI | SIJFMCO | SMM | SOFEPADI | SP | SPN | TP | UFCS | UFDH | ULCDDI | UNFPA | UNHCR | UNICEF | UPDECO | WAA | WCA | WHG | WNP.

LOGISTIQUE

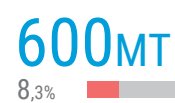
PASSAGERS PRÉVUS



PASSAGERS TRANSPORTÉS



CARGO PRÉVU



CARGO TRANSPORTÉ



PASSAGERS TRANSPORTÉS PAR MOIS

2,8k 1,8k 1,6k

INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
------------	---------	-----------	-----------------------

INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
------------	---------	-----------	-----------------------

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- En mars 2025, le Cluster Logistique a tenu cinq réunions de coordination avec les partenaires en RDC : une pour le Sud Kivu et quatre au niveau national avec le Nord Kivu, le Sud Kivu, l'Ituri et Kinshasa.
- Concernant le service de transport aérien humanitaire (UNHAS) en mars 2025 : 1,583 passagers ont voyagé avec UNHAS sur les 1,937 qui ont réservé ; soit un total de 6,204 passagers ayant voyagé avec UNHAS sur les 7,278 ayant réservé depuis le mois de janvier 2025. Sur 17,37 MT de cargo à la demande au mois de Mars 2025, 15,64 MT ont été transportés par UNHAS. Soit un total de 50 MT de cargo transportés sur 58 MT sollicités depuis le mois de janvier 2025.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- À la suite des affrontements, de nombreux partenaires humanitaires ont perdu leurs stocks destinés à la réponse humanitaire dans le pays, et de nombreux entrepôts ont été détruits, rendant la réponse humanitaire très difficile.
- L'équipe du Cluster Logistique a lancé une évaluation des capacités et des estimations des frets humanitaires prévus pour la réponse au Nord et Sud-Kivu du 6 au 12 février 2025 auprès des partenaires, qui a montré un niveau d'accès aux services logistiques principaux assez limité. Le processus de dédouanement et d'accès dans certaines zones nécessite plus de clarté, l'accès à des infrastructures de stockage reste très limité, le transport routier n'est pas disponible sur tous les axes.
- L'incertitude et les contraintes d'accès liées à la sécurité et à l'état des infrastructures impactent la planification de la chaîne d'approvisionnement pour une réponse rapide et efficace.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

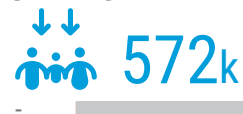
En mars 2025, 50 organisations ont participé aux activités organisées par le Cluster Logistique en RDC, parmi lesquelles 25 ONG Internationales, 13 ONG Nationales, 8 agences UN et deux bailleurs.

Liste des organisations :

Action Aide au Développement Communautaire (AADC-DRC) | Action Contre la Faim (ACF) | Action Congolaise pour la Paix et le Développement (ACOPD) | Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED) | Association des Enfants Orphelins (AEO) | Appui aux Femmes Démunies et Enfants Marginalisés (AFEDEM) | Alliance Humanitaire (AH) | African Initiative for Relief and Development (AIRD) | Aviation Sans Frontière (ASF) | Action Solidaire aux Vulnérables (ASOV) | Care International (CARE) | Caritas Bukavu | Child Women International Development (CHWID) | Comité International de la Croix Rouge (CICR) | Comité pour le Développement et Assistance Humanitaire (CODEVAH) | Concern WorldWide (Concern) | Catholic Relief Services (CRS) | Développeurs Sans Frontières (DSF) | European Commission Humanitarian Aid and Civil Protection (ECHO) | Fondation PANZI | Groupe d'Action pour le Développement (GRAD) | Action Humanitaire en Afrique (HAA) | Entraide Protestante Suisse (HEKS-EPER) | Handicap International (HI) | Logistique Humanitaire (HULO) | Mercy Corps | Médecins du Monde (MDM) | Medical Environment Development with Air Assistance (MEDAIR) | Medecins Sans Frontières -Belgique (MSF-BEL) | Médecins Sans Frontières - Suisse (MSF-CH) | Médecins Sans Frontières - Hollande (MSF-OCA) | Marie Stopes International (MSI) | Norwegian Refugee Council (NRC) | Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) | Organisation internationale pour les migrations (OIM) | Organisation mondiale de la Santé (OMS) | Oxford Committee for Relief Famine (OXFAM) | Programme Alimentaire Mondial (PAM) | Programme d'Encadrement Pour le Développement Intégral (PEDI) | People In Need (PIN) | Programme De Développement Des Nations Unies (PNUD) | Première Urgence Internationale (PUI) | Save the Children International (SCI) | Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) | Haut-Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR) | Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) | United States Agency for International Development (USAID) | Village d'Espoir (VE) | Welthungerhilfe (WHH) | Word Vision (WVI).

ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS

PERSONNES CIBLÉES



PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES	INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de personnes bénéficiant d'un accès à l'eau et/ou à des services d'assainissement	507k	-	-	# de consultations individuelles dans les services de santé soutenus	240k	-	-
# d'enfants et de jeunes réfugiés ayant bénéficié d'un programme d'éducation	134k	-	-	# de personnes ayant bénéficié de programmes spécialisés en matière de VBG	108k	-	-
# de personnes ayant bénéficié de services de protection	576k	-	-	# de personnes ayant bénéficié d'interventions en matière de moyens de subsistance et d'inclusion économique	20k	-	-

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Au cours du premier trimestre 2025, le HCR et ses partenaires ont assuré l'accès à l'eau et à des services d'assainissement à plus de 154 372 réfugiés résidant dans les camps, contribuant ainsi à une nette amélioration de leurs conditions de vie. Par ailleurs, plus de 24 345 enfants et jeunes réfugiés ont bénéficié de programmes éducatifs, leur ouvrant des perspectives d'avenir plus prometteuses.
- En matière de protection, plus de 383 000 personnes ont reçu un appui à travers des services essentiels tels que l'enregistrement biométrique individuel, l'assistance sociale, le soutien aux personnes ayant des besoins spécifiques ainsi que l'accès à un logement. En complément, 33 826 consultations médicales ont été réalisées par les structures de santé soutenues, répondant aux besoins urgents et de base des réfugiés.
- Parallèlement, les mécanismes de prévention des abus et de l'exploitation sexuelle ainsi que les systèmes de gestion des plaintes ont été renforcés. À ce titre, 6 182 personnes ont été formées à l'approche de tolérance zéro. Enfin, 3 200 personnes relevant du mandat du HCR ont reçu des informations sur les solutions durables, leur permettant d'envisager un avenir plus sûr et stable.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- Les acteurs impliqués dans la réponse multisectorielle aux besoins des réfugiés, sont confrontés à un ensemble de contraintes et de défis opérationnels considérables. Tout d'abord, la réduction budgétaire exerce une pression importante sur la capacité à répondre de manière efficace et exhaustive aux besoins croissants des réfugiés. Les ressources financières limitées constituent également un obstacle majeur, en particulier pour soutenir les structures communautaires de protection. Cette insuffisance de financement compromet la mise en place et le maintien de programmes de protection essentiels, laissant ainsi les réfugiés vulnérables à divers dangers et menaces.
- Les contraintes sécuritaires et logistiques ajoutent une dimension supplémentaire de complexité, empêchant les experts techniques d'organiser efficacement la collecte de données sur le terrain et d'assurer la présence des moniteurs de protection. Ces obstacles entravent notre capacité à évaluer de manière précise les besoins et les risques auxquels sont exposés les réfugiés.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

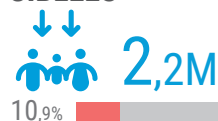
-

- Données non disponibles



TRANSFERTS MONÉTAIRES

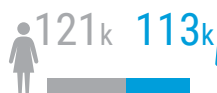
PERSONNES CIBLÉES



PERSONNES ATTEINTES



ATTEINTES PAR GENRE



ATTEINTES PAR TRANCHE D'ÂGE



PERSONNES ATTEINTES PAR MOIS



INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
# de Personnes déplacées, retournées & réfugiées depuis moins de 6 mois dans les camps/sites, en familles d'accueil ou dans les centres collectifs ayant reçu l'aide d'urgence par la distribution des transferts monétaires à usages multiples ponctuels	2,1M	229k	10,7%
# de personnes sinistrées bénéficiant d'une assistance multisectorielle ponctuelle sous forme de transferts monétaires à usages multiples	15k	5,7k	38,1%

INDICATEUR	CIBLÉES	ATTEINTES	% PERSONNES ATTEINTES
% de personnes ayant bénéficié de transferts monétaires distribués à travers les structures communautaires locales	127k	0	0%
% de personnes sinistrées bénéficiant d'une assistance multisectorielle de six mois sous forme de transferts monétaires à usages multiples	254k	0	0%

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- En mars 2025, 12 interventions humanitaires utilisant des transferts monétaires ont été rapportées dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri, Tanganyika, Kasai Central, Nord Ubangi et Sud Ubangi au Cash Working Group (CWG).
- Les interventions en transferts monétaires à usages multiples visent principalement à renforcer la réponse d'urgence en faveur des populations affectées par les conflits dans l'est de la RDC, en particulier les personnes déplacées internes. Ces interventions ont également permis de soutenir le relèvement précoce de certaines communautés hôtes et de consolider les mécanismes de protection sociale en faveur des populations les plus vulnérables.
- Au total, 591 433 individus ont bénéficié d'une assistance en transferts monétaires pour un montant total de 12 millions USD, desquels 4,6 millions ont été alloués pour cash à usages multiples (187 712 individus) et 7,4 millions pour cash sectoriel (403 721 individus).
- Les transferts monétaires sectoriels signalés au Cash Working Group ont principalement ciblé les secteurs de la santé, la sécurité alimentaire et la protection.
- Les interventions cash ont été mises en œuvre principalement via des prestataires de monnaie mobile et distribution directe d'espèces.

CONTRAINTES ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

- Le contexte actuel dans l'est du pays continue d'entraver le travail des acteurs humanitaires. Le système bancaire demeure paralysé, ce qui rend difficile les possibilités d'une réponse humanitaire totalement efficace, notamment via les transferts monétaires, pour des raisons évidentes.
- La fermeture du système bancaire dans les zones contrôlées par l'AFC/M23 a en effet provoqué une pénurie de liquidité monétaire qui a affecté les programmes en cash, notamment à Goma et ses alentours, ainsi qu'à Bukavu et autres territoires de Sud-Kivu. Ceci est surtout lié à l'incapacité de quelques prestataires des services financiers à résoudre, dans ce contexte de pénurie de liquidité, les demandes des organisations pour des réponses cash, surtout quand elles étaient d'envergure.
- Le manque d'accès à l'argent liquide a aussi provoqué une flambée des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité dans les principaux marchés de l'est, rendant leur accès de plus en plus difficile pour les ménages vulnérables, même en étant bénéficiaires de l'aide en cash.
- Cependant, la situation des marchés continue de se stabiliser progressivement. Les évaluations récentes dans différentes zones de retour à Nord-Kivu et Sud-Kivu indiquent que la plupart des marchés ont repris leurs activités. Toutefois, la fluctuation des taux, la situation financière des clients et l'insécurité demeurent les principaux facteurs limitant leur bon fonctionnement, engendrant ainsi un risque de pénurie de certains produits essentiels.

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

En mars 2025, 9 organisations ont contribué au rapportage sur la réponse : 5 ONGI, 3 ONGN, 1 Agence de Nations Unies et 1 structure étatique.

Liste des organisations :

AFY | BDC ANGLICAN | DRC, FSRDC | Give Directly | IRC | Mercy corps | NRC | UNICEF |